INTEGRATION DE LA FEMME DANS LES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS CONGOLAIS :

plaidoyer pour relever un défi permanent

par

Tryphène MUADI MVULA

Doctorante en Relations Internationales,
Université Pédagogique Nationale

Résumé

Toute étude relative à la femme congolaise, surtout à son intégration dans les services de défense et sécurité suscite un intérêt particulier dans la recherche sociologique. Le fait est que depuis l'avènement de la démocratie en République Démocratique du Congo (RDC), les femmes s'efforcent d'être au centre du changement de la société congolaise malgré les pesanteurs d'ordre socioculturel. De plus en plus, les femmes occupent des postes de responsabilité dans les différentes agences de la communauté du renseignement. Cependant, l'analyse de leur vie professionnelle révèle qu'elles rencontrent encore des contraintes multiples qui les empêchent de s'épanouir à souhait.

La présente étude examine les pesanteurs socioculturelles qui contrarient la pleine intégration de la femme congolaise dans les services de renseignement de l'Etat.

Mots-clés : *femme, intégration, service de renseignement, contraintes, valeurs socioculturelles.*

Abstract

Any study relating to Congolese women, especially their integration into the defense and security services, arouses particular interest in sociological research. The fact is that since the advent of democracy in the Democratic Republic of Congo, women have strived to be at the center of change in Congolese society despite the existing barriers of the socio-cultural order. Increasingly, women are occupying senior positions in the various agencies of the intelligence community. However, analysis of their professional lives reveals that women encounter multiple constraints that prevent them from fulfilling their potential.

In this article, we examine socio-cultural norms and values which do not facilitate the integration of Congolese women into the intelligence services.

Keywords: *woman, integration, intelligence service, constraints, sociocultural values.*

INTRODUCTION

Le secteur de renseignement reste fermé aux femmes congolaises, et ce malgré le fait que la Constitution de la RDC du 18 février 2006 telle que révisée à ce jour ait introduit une innovation de taille en formalisant la parité homme-femme. A cet effet, l'article 14 de cette Constitution stipule que « les pouvoirs publics veillent à l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard de la femme et assurent la protection et la promotion de ses droits. Ils prennent, dans tous les domaines, notamment dans les domaines civil, politique, économique, social et culturel, toutes les mesures appropriées pour assurer le total épanouissement et la pleine participation de la femme au développement de la nation. Ils prennent des mesures pour lutter contre toute forme de violences faites à la femme dans la vie publique et dans la vie privée. La femme a droit à une représentation équitable au sein des institutions nationales, provinciales et locales. L'Etat garantit la mise en œuvre de la parité homme-femme dans lesdites institutions ».

En intégrant les droits de la femme dans le corps même de la Constitution, le constituant a tenu à réaffirmer l'attachement de la RDC aux droits humains et aux libertés fondamentales tels que proclamés par les instruments juridiques internationaux auxquels elle a adhérés, principalement la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies en décembre 1979 et entrée en vigueur comme traité international le 3 septembre 1981, et le Protocole de l'Union africaine sur les droits de la femme en Afrique.

Bien plus, la RDC a fait aussi siennes les stratégies prospectives d'action pour la promotion de la femme adoptées par consensus d'abord par les 157 pays à Nairobi (Kenya) en juillet 1985 à la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la décennie des Nations Unies pour la femme

: égalité, développement et paix, ensuite à la quarantième session de l'Assemblée générale des Nations-Unies par la résolution 40/108 du 13 décembre 1985.[1]

Consciente de l'apport important et constructif de la femme dans le développement d'un pays et dans la promotion de la paix, le gouvernement de la RDC a renforcé son cadre juridique de l'égalité entre les sexes pour se rapprocher des exigences des instruments juridiques internationaux en la matière et a réaffirmé sa volonté d'encourager la pleine participation de la femme aux affaires civiles, politiques, économiques, sociales et culturelles. Le gouvernement a aussi pris des dispositions, à travers des réformes sociales, pour assurer la réalisation des droits des femmes dans les faits.

En outre, tous les efforts fournis par le gouvernement congolais restent juste comme des simples déclarations d'intentions, car malgré tout, certains secteurs de la vie nationale demeurent exclusivement masculins. C'est le cas du secteur de renseignement aussi bien dans sa dimension civile que militaire. Si l'on compte des dames parmi les agents subalternes, on les trouve, de moins en moins, dans les rangs des officiers et officiers supérieurs et totalement inexistantes dans les structures de commandement ou à la tête des différentes agences de renseignement et, ce depuis l'accession de la RDC à la souveraineté nationale et internationale en 1960.

Cette situation devrait interpeler tout observateur critique. S'agit-il là, de l'absence de volonté politique de la part des dirigeants ? Est-ce que pour les autorités congolaises, le travail de renseignement n'est pas fait pour la femme ? Cet article tente de trouver les réponses idoines à ces propos interrogatifs.

Sans compter cette introduction et la conclusion qui y met un terme, la présente étude compte quatre points : une brève présentation de la communauté de renseignement de la RDC ; le contexte historique du rôle joué par les femmes dans le renseignement pendant la Première et la Seconde Guerres mondiales ; les barrières à l'intégration des femmes dans les services de renseignement et enfin, les avantages de l'intégration de la femme dans les services de renseignement congolais.

I. LA COMMUNAUTE DE RENSEIGNEMENT DE LA RDC

La communauté de renseignement de la RDC est composée de l'Agence Nationale de Renseignement (ANR), des Services Spéciaux de la Police Nationale Congolaise, de la Direction Générale des Migration (DGM) qui sont placés sous la responsabilité du Ministre de l'intérieur, de l'Etat-Major des Renseignements Militaires placé sous la responsabilité du Ministre de la défense, de la Cellule Nationales des Renseignements Financiers (CENAREF) placée sous la responsabilité du Ministre des finances, du Conseil National de Cyberdéfense placé sous le contrôle direct du Président de la République[2], et du Conseil National de Sécurité[3], organe de coordination de la communauté de renseignement et qui est dirigé par le Conseiller Spécial en matière de sécurité du Président de la République.

Plusieurs autres structures de l'Etat livrent de renseignements, notamment les ambassades en ce qui concerne la politique étrangère du pays ; le ministère de l'économie ou celui de commerce qui contribuent dans la production des renseignements économiques ; et le ministère de l'intégration régionale ainsi que le mécanisme national de suivi de l'accord cadre d'Addis Abeba qui jouent un grand rôle dans les efforts visant à mettre fin à l'insécurité dans l'Est du pays.

Il ressort ainsi que le renseignement n'est pas seulement l'apanage du gouvernement ou de ses différentes structures spécialisées. Les sociétés privées de sécurité, les banques, les compagnies aériennes et même les hôpitaux publics et privés produisent aussi du renseignement.

En effet, depuis l'indépendance de la RDC en juin 1960, aucune femme n'a été nommée à la tête d'une agence de renseignement, moins encore occuper l'un parmi les trois postes des équipes dirigeantes des agences de renseignement – le titulaire et ses deux adjoints. Aussi, aucun des présidents qui se sont succédés à la tête de ce pays n'a nommé une femme au poste de conseiller spécial en matière de sécurité ; et plus surprenant encore, aucune femme n'a eu à assumer les fonctions de ministre de l'Intérieur, de défense ou de finance. Il s'agit là, de trois ministères qui produisent plus de renseignements pour la sécurité et la défense des intérêts du pays.

[1] Rapport de la conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, Nairobi, 15-16 juillet 1985

[2] Article 3 du l'Ordonnance n°23/170 du 15 aout 2023 portant création, organisation et fonctionnement du Conseil National de Cyberdéfense.

[3] Moniteur Congolais, 10e année, N°15 du 1e août 1969, p.15

La non-intégration de la femme congolaise dans les équipes dirigeantes des services de renseignement, n'est pas liée au manque de compétence ou des capacités liées à la femme pour diriger un tel service. De notre point de vue, cela relève d'une discrimination à l'égard de la femme liée aux pratiques coutumières préjudiciables qui se sont transportées dans le domaine politique et sécuritaire. Bien que sur papier, la RDC a réaffirmé sa détermination à permettre aux femmes l'exercice plein et égal des droits des libertés fondamentales, le chemin à parcourir reste encore long pour la réalisation de la promotion et de la protection des droits de la femme. D'autres pays, en revanche, à l'instar de la France, des Etats-Unis d'Amérique, de la Grande Bretagne, ont progressé dans ce domaine ; les femmes sont suffisamment intégrées et occupent des postes de commandement dans les services de renseignement.

II. CONTEXTE HISTORIQUE DU ROLE JOUE PAR LES FEMMES DANS LE RENSEIGNEMENT PENDANT LA PREMIERE ET LA SECONDE GUERRES MONDIALES

Malgré les barrières sociales liées à leur genre, les femmes ont contribué de manière sensible aux efforts de guerre. Elles ont joué des rôles variés dans le renseignement pendant la Première et la Seconde Guerres mondiales. Il faut tout d'abord noter que la Première Guerre mondiale, par son caractère total et sa longue durée, a inscrit les femmes dans l'effort national, leur main-d'œuvre étant d'une véritable nécessité pour soutenir cet effort de guerre. Elles remplaçaient les hommes tantôt à la ville, tantôt à la campagne dans les divers corps de métiers ; elles travaillaient également dans les usines de guerre. Par ailleurs, durant le conflit, les femmes manifestaient des formes d'engagement soudain et volontaire, liées à un sentiment patriotique.[4]

Pendant cette guerre, le rôle des femmes dans le renseignement a été crucial dans certaines fonctions, bien que limité en comparaison à la Seconde Guerre mondiale. A l'époque, le renseignement humain était prioritaire ; chaque pays devrait établir des réseaux actifs d'espions chez leurs adversaires. Ceci impliquait d'avoir des circuits de transferts des informations les plus discrets possibles, ce qui s'obtenait par des moyens radios à transmission rapide utilisant des codes manuels ou automatiques, et des contacts réduits au minimum garantissant le cloisonnement et la protection maximale des agents.[5]

Les femmes ont largement contribué au développement et à la professionnalisation des services secrets durant la Première Guerre mondiale, tant comme agents sur le terrain que comme employées, voire dans une moindre mesure comme cadres ou officiers traitants.[6] La majorité d'entre elles occupaient des fonctions administratives telles que dactylographes, traductrices ou télégraphistes, mais certaines d'entre elles ont aussi été employées pour décoder les messages ennemis. C'est le cas, par exemple, des femmes cryptanalystes qui ont travaillé au sein de l'agence de renseignements militaires, MI5, et dans le « Bureau de Guerre » en Grande-Bretagne.

Le rôle de ces femmes fut d'intercepter et d'analyser les communications allemandes. Leur contribution discrète était essentielle pour le bon déroulement des opérations de renseignement. En tant que décrypteuses et linguistes, les femmes ont contribué à faire progresser l'utilisation des technologies de messagerie électronique en améliorant la sécurité.[7]

D'autres femmes ont aussi joué un rôle de premier plan en tant qu'espionnes. Elles étaient recrutées, formées et ensuite placées dans des réseaux d'espionnage qui leur fixaient des missions à accomplir, sous la surveillance d'un agent responsable de leurs activités. C'est le cas de la danseuse exotique néerlandaise, Mata Hari, qui fût accusée d'espionnage pour l'Allemagne. En outre, d'autres femmes ont servi de messagères pendant cette guerre. Elles transportaient des informations sur les positions et mouvements ennemis aux services de renseignement alliés. En effectuant ce travail d'espionnage, elles risquaient la peine de mort en cas de fuite d'information. Soulignons aussi qu'en Belgique, une infirmière britannique, Edith Cavell, fournissait des renseignements cruciaux aux forces alliées et avait activement aidé des soldats alliés à s'évader. Les espionnes en Belgique et au nord de la France devaient recueillir tout renseignement militaire auprès des familles belges placées en surveillance

[4] Maëva Benoist, *Par quelle approche pédagogique peut-on faire comprendre l'inscription des femmes dans l'effet national au cours de la première guerre mondiale, une guerre longue et totale ?* HAL archives ouvertes, Lyon, 2013
[5] Alain Juillet, « Evolution et défis du renseignement moderne », in Eric Dénecé, *Renseignement et espionnage pendant la première guerre mondiale,* Ellipses, Paris, 2023
[6] Tammy Proctor, *Female Intelligence*. Women and Espionage in the First World War, New York-Londres, New York University Press, 2003, p. 1-6.
[7] Amy MARTIN, « L'évolution des femmes et leur rôle dans la communauté du renseignement aux Etats-Unis », *Revue de la sécurité stratégique*, Vol.8, n°5, 2015, pp.99-109

24 heures sur 24 près des camps allemands, des dépôts d'armement, des aérodromes, des gares, des cafés, grâce à des fiches précises d'observation, souvent au péril de leurs vies. Ces femmes savaient le sort qui leur était réservé en cas d'arrestation et elles apprenaient à vivre en dehors de la morale avec la peur, la prostitution nécessaire pour obtenir la confiance de l'ennemi, les violences psychologiques et physiques, la prison, la torture, la déportation, la mort.[8]

Le rôle des femmes dans le renseignement s'est considérablement étendu et a gagné en importance durant la Seconde Guerre mondiale en raison de la reconnaissance accrue de leurs compétences et de l'ampleur des efforts de guerre. En Grande Bretagne par exemple, près de 75 % des effectifs à Bletchley Park étaient des femmes. Grâce à leurs compétences en décryptage et cryptanalyse, ces femmes ont aidé à décoder les communications cryptées des Allemands, notamment celui de la célèbre machine « Enigma ». Aux Etats-Unis, les femmes se sont également investies dans les services de renseignement pour intercepter et analyser les communications ennemies. Ces femmes intégrées dans le « Women's Army Corps (WAC) » renseignaient efficacement les commandements sur les plans de l'ennemi grâce aux messages radios codés qu'elles interceptaient.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, le rôle des femmes dans l'espionnage, le contre-espionnage et la tromperie a atteint un nouveau sommet. Le Bureau des services stratégiques aux États-Unis avait formé des femmes pour des missions d'espionnage. L'une des espionnes les plus efficaces était Virginia Hall. Elle travaillait avec la Résistance française et fournissait des informations cruciales sur les mouvements des troupes allemandes. Au Royaume-Uni, la direction des opérations spéciales avait recruté des femmes pour opérer derrière les lignes ennemies, en particulier en France occupée, où elles coordonnaient des actions de résistance et recueillaient des informations vitales. Des femmes comme Nancy Wake, Odette Sansom, et Violette Szabo ont réalisé des missions particulièrement audacieuses, effectuant du sabotage et transmettant des informations aux forces alliées. Certaines femmes ont également participé à des opérations de contre-espionnage ou de tromperie dont l'objectif était de désinformer l'ennemi. Le rôle de ces femmes était premièrement celui identifier des espions ennemis et diffuser de fausses informations.

Le rôle des femmes dans le renseignement au cours des deux guerres mondiales a marqué un tournant important dans la reconnaissance de leurs capacités au sein des services de renseignement. Alors que leurs tâches étaient initialement limitées à des rôles administratifs, elles ont prouvé qu'elles étaient également capables de mener à bien des missions plus stratégiques et techniques. Leur contribution a été déterminante dans le succès des Alliés, en particulier en ce qui concerne le décryptage des codes ennemis, le soutien aux mouvements de résistance et la collecte d'informations cruciales pour les opérations militaires.

Cette implication a ouvert la voie à une plus grande reconnaissance des femmes dans les services de renseignement et a permis une évolution progressive vers l'égalité des sexes dans ces domaines après la guerre.

Ce survol historique démonte que la présence des femmes dans les services de renseignement ne fût pas seulement symbolique ; elles ont apporté une plus-value stratégique dans les domaines d'analyse, de la diplomatie et même du travail de terrain grâce à leurs qualités exceptionnelles telles que l'empathie, l'attention aux détails et la capacité à établir des relations de confiance dans des contextes sensibles. Dans les opérations de renseignement, les femmes ont mené à bien des missions délicates à cause de leur approche parfois plus discrète et patiente couplée de l'intuition et les compétences interpersonnelles.

III. BARRIERES A L'INTEGRATION DES FEMMES DANS LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT

Aujourd'hui, les femmes sont de plus en plus nombreuses dans les services de renseignement des pays réellement démocratiques, atteignant même des postes de direction. C'est le cas, notamment, des Etats-Unis qui ont vu des femmes diriger des agences aussi prestigieuses que la National Security Agency (NSA) ou la CIA, tandis que d'autres nations occidentales suivent également cette tendance. C'est le cas par exemple du renseignement français qui mise pour sa part sur des femmes plus mûres. Le concours

[8] Margaret H. Darrow, *Les femmes dans la Grande Guerre. Histoires de guerre de l'Arrière,* Éd. Oxford, New York 2000

intellectuel des femmes a toujours été indispensable ; elles ont occupé les fonctions les plus élevées dans les services de renseignement comme dans l'armée.[9]

Cependant, malgré ces progrès, des défis persistent. Les femmes restent sous-représentées dans les postes de haute responsabilité et dans certaines opérations de terrain. Les environnements professionnels des services de renseignement restent souvent dominés par une culture masculine qui rend difficile l'émergence d'une plus grande diversité et une véritable égalité de traitement. Si cette injustice existe encore dans les pays ayant une longue culture démocratique, elle est plus profonde dans des jeunes démocraties et dans les pays où règne la dictature.

En RDC, les services de renseignement sont fermés ou du moins restrictifs envers les femmes. Des barrières sociales et structurelles ainsi que des normes culturelles rigides continuent à freiner la progression des femmes dans les services de renseignement, et ce malgré les réformes et les politiques mises en place par le gouvernement pour augmenter la diversité en termes de genre. A ce jour, dans l'agence nationale de renseignement, il n'existe qu'une seule femme directrice parmi des dizaines des directeurs et une seule femme cheffe de cette agence en provinces ou REDOC parmi les 26 provinces que compte le pays. Il est donc temps de briser le plafond de verre qui limite l'accès de la femme à des postes de haute responsabilité et à des opportunités d'avancement.[10]

Dans ce pays, les services de renseignement sont restés des institutions conservatrices dominées par les hommes où il existe des discriminations systémiques contre les femmes en matière de recrutement, de promotion, et d'accès aux postes stratégiques. L'absence de politiques adaptées de genre empêchent les femmes à intégrer ces structures ou de se hisser aux postes de commandement. Cette situation est causée entre autres par des normes culturelles patriarcales et des stéréotypes ou préjugés sociaux.

Les normes culturelles patriarcales dictent des rôles stricts pour les hommes et les femmes. Les rôles dans le renseignement, la sécurité et la défense nationale sont considérés comme les sphères exclusivement masculines. En RDC, comme dans beaucoup de pays africains, les femmes sont perçues comme exerçant des responsabilités principalement domestiques, liées à la famille et à la maison. La femme congolaise est aussi considérée comme le « sexe faible », inferieure et inégale à l'homme. Cette infériorité perçue est construite sur la base d'attributs qui ont stéréotypé les femmes congolaises pendant des décennies. Comme le dit si bien Paloma Alaminos- Fernández, les préjugés sont précisément des modes de pensée automatisés qui peuvent être activées de manière inconsciente lorsque des décisions doivent être prises. Les préjugés constituent la base de la construction des stéréotypes sociaux, qu'ils soient positifs et intégrateurs ou, au contraire, qu'ils favorisent l'inégalité et la discrimination.[11]

L'idée que les femmes puissent occuper des fonctions aussi sensibles que celles des services de renseignement est encore perçue comme une transgression de ces normes culturelles. La présence d'une femme à un poste de responsabilité s'apparente encore dans les inconscients, à un coup de force contre l'état de choses communément admis.[12] Les femmes qui occupent des postes dans le renseignement ou la sécurité sont souvent perçues comme ayant transgressé les normes de genre, ce qui peut entrainer un rejet familial ou social.

Les femmes exercent effectivement dans les services de renseignement congolais, cependant elles se voient confier des postes ou des tâches secondaires, cela en voulant reproduire et surtout perpétuer la domination masculine dans les milieux professionnels. Une femme, quel que soit son niveau, universitaire ou autre, ne doit pas tenir les devants, ne doit pas présider des réunions, etc. Elle n'a donc pas à être à la tête d'un service ou d'une direction ; cela porte atteinte à l'honneur des hommes, lesquels

[9] Emmanuel Debruyne, « Une guerre des femmes ? l'engagement féminin dans les réseaux de renseignement en belgique et en France occupées », *Revue de recherches sur le renseignement*, Hiver 2022/2023

[10] Dieudonné Mirimo Mulongo, *Comment briser le plafond de verre pour les femmes candidates aux élections en RD Congo*, L'Harmattan, Paris, 2016

[11] Paloma Alaminos- Fernández, *Le sexe faible. Stéréotypes et préjugés latents sur les femmes en Europe*, Obets Ciencia Abierta, Alicante, 2024

[12] Cristina Lunghi, *Et si les femmes réinventaient le travail*, Editions d'Organisation Eyolles, Paris, 2002, p.26

ont souvent l'habitude de dominer dans leurs foyers conjugaux, s'imposant ainsi devant les membres de sexe féminin : épouse, filles, sœurs, voire la mère.[13]

Aussi, les stéréotypes sur les capacités des femmes à gérer des responsabilités liées à la sécurité nationale persistent en RDC. Certaines personnes pensent que les femmes manquent de la résilience émotionnelle, du courage ou de la force physique nécessaire pour travailler dans les services de renseignement. En outre, il est estimé que les femmes seraient plus susceptibles de trahir leur pays, notamment, si elles sont perçues comme influencées par des idées occidentales sur l'égalité des genres.

IV. AVANTAGES DE L'INTEGRATION DE LA FEMME DANS LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT CONGOLAIS

En RDC, l'homme occupe l'espace public depuis l'indépendance tandis que la femme est renvoyée dans la sphère de la domesticité. Cette façon de faire ne peut en aucun cas être avantageuse pour un pays en guerre. D'une manière générale, la guerre tend à renforcer les assignations de genre en provoquant une redistribution des cartes qui permet aux femmes de sortir des tâches qui leur sont traditionnellement prescrites. En effet, le caractère secret du renseignement lui assure en principe de ne pas bousculer publiquement les équilibres genrés, tout en permettant de les transgresser non pas par favoritisme, mais à cause des avantages que l'intégration de celles-ci apportent. L'inclusion de plus de femmes dans les services de renseignement présente de nombreux bénéfices, tant pour l'efficacité des opérations que pour la diversité des perspectives au sein de ces institutions. En renforçant l'égalité des genres et en intégrant une perspective de genre, les services de renseignement sont mieux équipés pour comprendre et répondre aux menaces dans leurs sphères d'influence domestiques et globales, et sont ainsi plus représentatifs des populations qu'ils servent.[14]

Il existe un certain nombre de traits de caractère plus commun chez les femmes que chez les hommes qui sont utiles dans la pratique du renseignement. il s'agit de *l'humilité*, *l'empathie*, et *le souci de détail*. Les femmes sont plus capables d'*adopter un profil bas*, car elles sont moins guidées par leur ego. Les femmes sont plus *intuitives*. Elles cernent leur interlocuteur plus vite et savent quels biais utiliser pour arriver à leurs fins. Les femmes sont pointilleuses. Elles voient des choses que d'autres survolent, ce qui est à son intérêt dans les matières gérées par les services de renseignement.[15]

Les services de renseignement jouent un rôle crucial dans la sécurité nationale et la protection des intérêts stratégiques d'un État. Pour y arriver, ils recueillent des informations provenant de sources diverses (humaines, électroniques, satellites, etc.) pour identifier des menaces potentielles, telles que le terrorisme, l'espionnage, ou la criminalité organisée. Dans la collecte des informations, la présence de femmes peut contribuer à mieux cerner les menaces émergentes ou les comportements spécifiques liés au genre, comme dans les cas de radicalisation ou de violences basées sur le genre. Dans certains contextes sociaux, les femmes peuvent accéder à des espaces où les hommes ne sont pas autorisés, ou interagir plus facilement avec des personnes de certains milieux. Par exemple, dans des sociétés conservatrices où les femmes sont isolées des hommes, les agentes de renseignement peuvent établir des contacts et recueillir des informations que les hommes ne pourraient pas obtenir.

Les services de renseignement jouent aussi un rôle crucial dans l'identification des menaces potentielles. Ils anticipent et préviennent des attaques terroristes, des cyberattaques ou d'autres menaces à la sécurité publique en identifiant les signes avant-coureurs et en prenant des mesures proactives. Les femmes possèdent aussi des capacités exceptionnelles de discrétion et d'infiltration. Elles peuvent être perçues comme moins suspectes dans certaines situations et avoir une plus grande capacité à se fondre dans des environnements variés, ce qui peut être un avantage dans des missions d'infiltration ou de surveillance.

Une fois que les informations sont collectées par les services de renseignement, elles sont analysées pour déterminer leur fiabilité et leur pertinence. Ces analyses permettent aux gouvernements de prendre des décisions informées sur des questions de sécurité nationale. Les femmes apportent des perspectives

[13] Nadjim Bennai et Akli Faradji, *« Femmes salariées cadres, entre les ambitions à la réussite professionnelle et les contraintes d'ordre socioculturel », Revue recherches et études en sciences humaines, N°12,2016, pp.31-49*
[14] Lauren Hutton, *Genre et Renseignement*, Boite à outils Genre et Sécurité, Module 14, DCAF, Genève, 2019
[15] Rapport collectif de recherche, *Des femmes dans le renseignement belge : un défi permanent*, Centre Français de Recherche sur le Renseignement, Mars 2016.

et des approches différentes dans le processus d'analyse qui conduit à la production des renseignements. Ces qualités souvent innées sont essentielles pour enrichir la réflexion stratégique et éviter les erreurs qui peuvent émerger dans des environnements homogènes. Les femmes ont souvent une meilleure dynamique de collaboration et de gestion des conflits. Elles peuvent apporter une approche plus inclusive et diplomatique, ce qui est essentiel dans des environnements de haute pression, comme les services de renseignement. La gestion du stress et des crises est aussi un domaine dans lequel la femme excelle. Ses compétences dans l'écoute, la médiation et l'empathie sont nécessaires dans la gestion des crises. Les capacités d'écoute et d'analyse émotionnelle peuvent aussi contribuer à l'amélioration des résultats dans l'analyse et la production de renseignement. Les femmes sont souvent perçues comme possédant de bonnes capacités de compréhension des dynamiques relationnelles et d'écoute, ce qui peut être un atout dans toutes les étapes du cycle de renseignement.

Les femmes sont sensibles aux dynamiques culturelles et sociales. Elles apportent une sensibilité accrue à certaines dynamiques, notamment, concernant les questions de genre et de violences faites aux femmes, des thématiques de plus en plus liées à la sécurité nationale en République démocratique du Congo.

CONCLUSION

L'intégration accrue des femmes compétentes dans les services de renseignement est bénéfique à plusieurs niveaux : elle améliore l'efficacité opérationnelle, enrichit l'analyse stratégique, renforce la diversité des approches, et contribue à l'égalité des genres. Les femmes apportent des compétences nécessaires qui complètent celles de leurs homologues masculins, et leur inclusion est essentielle pour garantir que ces institutions puissent relever les défis sécuritaires complexes du XXIe siècle.

Les services de renseignement doivent refléter la diversité de la société qu'ils protègent. Dans un pays comme la RDC où les services de renseignement sont encore perçus comme un danger à la démocratie à cause du comportement répressif de leurs animateurs à l'égard des opposants politiques, la torture et la détention arbitraire ainsi que les violations des droits et libertés de la population, intégrer plus de femmes dans les services de renseignement contribuerait à ce que ces institutions soient plus humanisées.

Les femmes qualifiées sont essentielles pour obtenir un nombre suffisant de personnes de qualité nécessaires pour maintenir l'efficacité et l'efficience des services de renseignement de la RDC. Il est urgent de rompre de manière agressive et faire tomber les barrières qui empêchent le pays de tirer la meilleure partie des capacités des femmes à assurer notre défense nationale. Il est donc du devoir du gouvernement de faire en sorte que les femmes puissent bénéficier pleinement et sur un pied d'égalité, des chances avec les hommes pour poursuivre des carrières appropriées dans les services de renseignement. Cela signifie que les femmes spécialistes des renseignements peuvent et doivent être utilisées dans tous les rôles. Les obstacles à la réalisation du droit à l'éducation dans ce pays sont de moins en moins nombreux, mais un long chemin reste à parcourir pour réduire la violence liée au genre et d'autres formes de discrimination à l'égard de la femme.

L'intégration de la femme dans les services de renseignement de la RDC s'avère indispensable pour raison, non seulement, de compétence et de parité, mais aussi et surtout de conformité aux instruments juridiques internationaux.

BIBLIOGRAPHIE

- ALAMINOS- FERNANDEZ, P., *Le sexe faible. Stéréotypes et préjugés latents sur les femmes en Europe*, Obets Ciencia Abierta, Alicante, 2024
- BENNAI, N. et FARADJI, A. « Femmes salariées cadres, entre les ambitions à la réussite professionnelle et les contraintes d'ordre socioculturel », in *Revue recherches et études en sciences humaines,* n°12, 2016, pp.31-49.
- BENOIST, M., *Par quelle approche pédagogique peut-on faire comprendre l'inscription des femmes dans l'effet national au cours de la première guerre mondiale, une guerre longue et totale ?* HAL archives ouvertes, Lyon, 2013
- Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 Février 2006
- DARROW, M.H., *Les femmes dans la Grande Guerre. Histoires de guerre de l'Arrière,* New York, Éd. Oxford, 2000

- DEBRUYNE, E., « Une guerre des femmes ? l'engagement féminin dans les réseaux de renseignement en Belgique et en France occupées », in *Revue de recherches sur le renseignement*, Hiver, 2022/2023
- HUTTON, L., *Genre et Renseignement*, Boite à outils Genre et Sécurité, Module 14, DCAF, Genève, 2019
- JUILLET, A., « Evolution et défis du renseignement moderne », in Eric Dénecé, *Renseignement et espionnage pendant la première guerre mondiale,* Paris, Ellipses, 2023
- LEIGH, I. 'More Closely Watching the Spies', in BORN, H. and LEIGH, I. DULLES (eds.) *Who's Watching the Spies? Establishing Intelligence Services Accountability,* Potomac Books, V.A., 2005
- LUNGHI, C., *Et si les femmes réinventaient le travail*, Editions d'Organisation Eyolles, Paris, 2002
- MARTIN, A., « L'évolution des femmes et leur rôle dans la communauté du renseignement aux Etats-Unis », in *Revue de la sécurité stratégique*, Vol. 8, n˚5, 2015, pp.99-109
- MIRIMO MULONGO, D., *Comment briser le plafond de verre pour les femmes candidates aux élections en RD Congo*, Paris, L'Harmattan, 2016
- Moniteur Congolais, 10e année, n˚15 du 1e août 1969
- Ordonnance n˚23/170 du 15 aout 2023 portant création, organisation et fonctionnement du Conseil National de Cyberdéfense.
- PROCTOR, T., *Female Intelligence*. Women and Espionage in the First World War, New York University Press, New York et Londres, 2003
- Rapport collectif de recherche, *Des femmes dans le renseignement belge : un défi permanent*, Centre Français de Recherche sur le Renseignement, Mars 2016.
- Rapport de la conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, Nairobi, 15-16 juillet 1985